

LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE POSENT NETTEMENT LES CONDITIONS DU DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT.

27 JUILLET 1976

JOSÉ-ANTONIO NOYAS

https://www.lemonde.fr/archives/article/1976/07/27/les-dirigeants-de-l-opposition-democratique-posent-nettement-les-conditions-du-dialogue-avec-le-gouvernement_2952195_1819218.html?xtmc=antonio_garc_a_trevijano&xtcr=17

Cinq mille personnes ont manifesté dimanche 25 juillet dans le centre de Saint-Jacques-de-Compostelle pendant la visite du roi Juan Carlos. La police a dispersé les manifestants qui réclamaient l'amnistie pour tous. Il y a eu une trentaine d'arrestations. C'est le 30 juillet que le roi proclamerait l'amnistie politique proposée par le gouvernement. Les ministres militaires seraient encore opposés à une mesure " aussi large que possible ", ainsi que l'a demandé publiquement l'archevêque de Santiago. À Madrid, les dirigeants de l'opposition ont précisé les conditions d'un dialogue offert par le gouvernement.

Madrid. - Le 25 juillet, fête de saint Jacques, patron de l'Espagne, a été cette année célébré par Juan Carlos, qui s'est rendu dans la capitale de la Galice pour présenter l'offrande traditionnelle devant la tombe de l'apôtre. Le pape a adressé aux Espagnols un message télévisé à l'occasion de cette célébration de l'année de Saint Jacques.

Lors de son arrivée à Santiago, samedi, le roi a répondu aux paroles de bienvenue du maire en prononçant une partie de son discours en galicien, une langue interdite par Franco et qu'aucun roi d'Espagne n'avait employée publiquement depuis des siècles, sans doute depuis que le roi de Castille Alphonse X écrivit au treizième siècle dans cette même langue ses fameuses Cantigas, l'un des monuments de la littérature hispanique médiévale.

Juan Carlos, accompagné de la reine Sophie et de leurs enfants, a affirmé son intention de s'inspirer d'un esprit de charité véritable et de dévouement à tous les Espagnols, et a déclaré vouloir régner " dans la justice, la paix et la réconciliation nationales, dans la coexistence de la liberté et de l'ordre, dans la tolérance et le respect mutuel ".

Mgr Goicoechea, archevêque de la ville, l'a remercié de sa récente renonciation au privilège de " présentation " des évêques, ainsi que de son attention " à la demande d'amnistie ", souhaitant qu'elle soit " le plus large et le plus généreuse possible, afin d'être le point de départ d'une réconciliation pleine et authentique de tous les Espagnols ".

Cette allocution a été applaudie par les milliers de personnes qui se trouvaient dans la basilique. L'archevêque a aussi demandé au roi " de regarder plus vers l'avenir que vers le passé ". Paul VI, dans son message retransmis à la fin de la cérémonie, affirme sa confiance dans l'avenir de l'Espagne, adressant un " salut déférent à Sa Majesté le roi d'Espagne ".

Le gouvernement a annoncé le 23 juillet qu'il présentera au roi la proposition d'amnistie vendredi prochain 30 juillet. Le gouvernement n'a pas voulu le faire plus tôt afin que cela ne coïncide pas avec la Saint-Jacques, à l'occasion de laquelle le général Franco avait l'habitude d'accorder des remises de peine à " tous les prisonniers ". Pour le Caudillo, il n'y avait pas de prisonniers politiques, mais seulement des délinquants. Or, cette année, l'amnistie s'appliquera exclusivement aux prisonniers politiques.

Un texte positif

À Madrid, trente-deux personnalités démocrates ont publié le 24 juillet un document qui donne les bases et les conditions du dialogue entre l'opposition et le gouvernement. Le texte, ouvert et positif, tranche avec celui publié il y a quelques jours par la Coordination démocratique. Le document est signé par des libéraux, des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates, qui n'appartiennent pas à la Coordination démocratique, ainsi que par les dirigeants des grands

partis membres de celle-ci, comme MM. Joaquin Ruiz-Gimenez (Gauche démocratique), Enrique Baron (Fédération des partis socialistes), Felipe-Gonzalez (parti socialiste ouvrier espagnol), Enrique Tierno Galvan (parti socialiste populaire) et Manuel Azcarate (parti communiste espagnol). Des partis membres de la Coordination démocratique, seuls sont absents ceux qui sont le plus à gauche, comme le Parti du travail et l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, ainsi que le Groupe des démocrates indépendants que dirigent MM. Antonio Garcia-Trevijano et Rafaël Calvo Serer.

Le "document des 32" rappelle que le gouvernement n'a pas été désigné selon un procédé démocratique mais relève dans sa déclaration d'intention "l'emploi d'un langage différent de celui utilisé dans des circonstances analogues" par d'autres équipes ministérielles et le fait que " non seulement l'opposition n'est pas disqualifiée, mais qu'il convient d'établir un dialogue avec elle". Les trente-deux signataires du texte affirment, d'autre part, que les graves problèmes économiques " exigent une concorde politique pour créer les conditions indispensables au redressement économique" ; " la participation de tous les Espagnols est nécessaire dans le cadre d'un processus constituant ".

Le document signale les points de nature à faciliter "le dialogue entre le pouvoir et l'opposition": reconnaissance et garantie des libertés démocratiques; accès de toutes les forces politiques aux moyens de communications (spécialement la télévision); organisation de syndicats libres; reconnaissance des différents peuples et des diverses régions qui forment l'Espagne; organisation d'un processus électoral avec la participation de toutes les forces politiques et constitution d'un gouvernement largement représentatif dont l'objet serait de garantir des élections générales" qui permettront le passage pacifique à la démocratie au moyen d'un processus constituant".

JOSÉ-ANTONIO NOYAS.

LOS OFICIALES DE LA OPOSICIÓN DEMOCRÁTICA PRESENTAN LAS CONDICIONES DEL DIÁLOGO CON EL GOBIERNO

Cinco mil personas se manifestaron el domingo 25 de julio en el centro de Santiago de Compostela durante la visita del rey Juan Carlos. La policía dispersó a los manifestantes que exigían una amnistía para todos. Hubo treinta arrestos. Fue el 30 de julio que el rey proclamó la amnistía política propuesta por el gobierno. Los ministros militares todavía se opondrían a una medida "lo más amplia posible", como lo ha pedido públicamente el arzobispo de Santiago. En Madrid, los líderes de la oposición aclararon los términos de un diálogo ofrecido por el gobierno.

Madrid. - El 25 de julio, fiesta de Santiago, patrón de España, fue celebrada este año por Juan Carlos, quien fue a la capital de Galicia para presentar la ofrenda tradicional a la tumba del apóstol. El Papa dirigió a los españoles un mensaje televisado con motivo de esta celebración del año de Santiago.

Cuando llegó a Santiago el sábado, el rey respondió a las palabras de bienvenida del alcalde diciendo parte de su discurso en gallego, un idioma prohibido por Franco y que ningún rey de España había usado públicamente durante siglos. Probablemente, desde que el rey de Castilla Alfonso X escribió en el siglo XIII en este mismo idioma, sus famosas Cantigas, uno de los monumentos de la literatura hispánica medieval.

Juan Carlos, acompañado por la reina Sofía y sus hijos, afirmó su intención de inspirarse en un espíritu de verdadera caridad y devoción a todos los españoles, y declaró que quería reinar "en justicia, paz y paz". "La reconciliación nacional, en la convivencia de la libertad y el orden, en la tolerancia y el respeto mutuo".

El Obispo Goicoechea, Arzobispo de la ciudad, le agradeció su reciente renuncia al privilegio de "presentación" de los obispos, así como su atención "a la solicitud de amnistía", deseando que sea "la más amplia y la más amplia". lo más generoso posible, para ser el punto de partida para una reconciliación plena y genuina de todos los españoles ".

Este discurso fue aplaudido por las miles de personas que se encontraban en la basílica. El arzobispo también pidió al rey "mirar más hacia el futuro que hacia el pasado". Pablo VI, en su mensaje emitido al final de la ceremonia, afirma su confianza en el futuro de España, dirigiéndose a un "saludo deferencial a Su Majestad el Rey de España".

El gobierno anunció el 23 de julio que presentará al rey la propuesta de amnistía el próximo viernes 30 de julio. El gobierno no quiso hacerlo antes para que no coincidiera con el Saint-Jacques, con motivo del cual el general Franco solía otorgar remisiones a "todos los prisioneros". Para el Caudillo, no había presos políticos, solo delincuentes. Este año, sin embargo, la amnistía se aplicará exclusivamente a los presos políticos.

Texto positivo

En Madrid, treinta y dos personalidades demócratas publicaron el 24 de julio un documento que proporciona las bases y las condiciones para el diálogo entre la oposición y el gobierno. El texto, abierto y positivo, contrasta con el publicado hace unos días por la Coordinación Demócrata. El documento está firmado por liberales, demócratas cristianos y socialdemócratas, que no pertenecen a la Coordinación Democrática, así como por los líderes de sus principales partidos, como MM. Joaquín Ruiz-Giménez (Izquierda Democrática), Enrique Barón (Federación de Partidos Socialistas), Felipe González (Partido Socialista Obrero Español), Enrique Tierno Galván (Partido Socialista Popular) y Manuel Azcarate (Partido Comunista Español). De los partidos miembros de la Coordinación Demócrata, solo los que están más a la izquierda, como el Partido Laborista y la Organización de Trabajadores Revolucionarios, y el Grupo de Demócratas Independientes liderados por MM. Antonio García-Trevijano y Rafael Calvo Serer.

El "documento de los 32" recuerda que el gobierno no fue designado por un proceso democrático, pero señala en su declaración de intenciones "el uso de un lenguaje diferente al utilizado en circunstancias similares" por otros equipos. y el hecho de que "no solo la oposición no está descalificada, sino que es apropiado establecer un diálogo con ella". Los treinta y dos firmantes del texto afirman, por otra parte, que los graves problemas económicos "requieren un acuerdo político para crear las condiciones indispensables para la recuperación económica"; "La participación de todos los españoles es necesaria como parte de un proceso constituyente".

El documento señala los puntos que pueden facilitar "el diálogo entre el poder y la oposición": reconocimiento y garantía de las libertades democráticas; acceso de todas las fuerzas políticas a los medios de comunicación (especialmente a la televisión); organización de sindicatos libres; reconocimiento de los diferentes pueblos y regiones que conforman España; la organización de un proceso electoral con la participación de todas las fuerzas políticas y la constitución de un gobierno ampliamente representativo cuyo objeto sería garantizar elecciones generales "que permitan la transición pacífica a la democracia a través de un proceso constituyente".